
Dialogue sur les jeunes et la démocratie

Amanda Clarke

Le taux de participation de la population canadienne aux élections fédérales a diminué depuis une vingtaine d'années, et cette tendance est particulièrement marquée chez les jeunes. Reconnaisant la nécessité de s'attaquer plus efficacement à ce problème à l'échelle fédérale, plusieurs organismes de cet ordre de gouvernement qui sont responsables de programmes jeunesse, notamment le ministère du Patrimoine canadien, Citoyenneté et Immigration Canada, le ministère de la Justice, Élections Canada, le Cabinet du gouverneur général, la Bibliothèque du Parlement et la Commission de la capitale nationale, ont entamé des discussions en vue d'améliorer la collaboration dans le domaine de l'engagement civique et démocratique des jeunes. Le 25 septembre 2009, la Bibliothèque du Parlement a invité des experts en la matière venant de ces organismes, du secteur privé et d'organisations non gouvernementales à participer à une rencontre d'un jour sur cette question. Le présent article traite de certains des thèmes abordés lors de l'atelier ainsi que des recommandations qui y ont été formulées.

Les points de vue exprimés lors de cette rencontre n'ont certes pas permis de trancher la question de l'engagement civique et démocratique des jeunes. En effet, certains participants ont exprimé des opinions divergentes, et de nombreux échanges ont abouti à la conclusion que le sujet est de loin trop complexe pour être pleinement compris sans une recherche plus poussée, et certainement pas en une seule journée de discussions dirigées. Néanmoins, la rencontre a servi de vitrine sur l'approche actuelle du Canada à cet égard, dans la mesure où elle a permis de savoir comment des experts du pays définissent le problème et comment, selon eux, il est possible d'y faire face¹.

Tendances

Lorsqu'on leur a demandé de dégager les tendances qui caractérisent l'engagement civique et démocratique des jeunes au Canada, les participants se sont principalement concentrés sur quatre thèmes. D'abord, bien que les

jeunes d'aujourd'hui soient moins susceptibles que les générations précédentes d'appuyer les institutions et les processus politiques officiels, par exemple en votant aux élections fédérales ou en adhérant à un parti politique, ils ne se désintéressent pas pour autant de leur collectivité. Au contraire, les jeunes s'adonnent beaucoup à des activités politiques non traditionnelles, comme l'adhésion à des organismes voués à la justice sociale et à l'environnement, la réalisation de projets de développement international, la signature de cyberpétitions et la participation à des tribunes électroniques. Toutefois, ces mêmes jeunes ont souvent du mal à saisir comment ces activités sont susceptibles d'exercer une influence sur les processus d'élaboration des politiques que dirigent les législateurs et les gouvernements. Certains participants ont avancé qu'un engagement non traditionnel pourrait déboucher sur des formes traditionnelles d'implication. D'autres ont suggéré que les jeunes consacrent le peu de temps et d'avantage politique qu'ils possèdent aux plateformes qui, selon eux, servent le mieux leurs besoins et leurs intérêts et qui sont à même de tenir compte de leur opinion.

En outre, les participants ont fait observer que les possibilités et les attentes de la génération actuelle diffèrent de celles des générations précédentes. Les étapes de la vie, comme terminer ses études, se marier ou fonder une famille,

Amanda Clarke est analyste à la Section de l'analyse stratégique du Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement. Elle a assisté au dialogue sur les jeunes et la démocratie qui s'est tenu en septembre 2009.

Participants au dialogue sur les jeunes et la démocratie

Janice Astbury	Agente de programme principale, Fondation de la famille J.W. McConnell
Robert Barnard	Fondateur de DECODE, coauteur de <i>Chips & Pop: Decoding the Nexus Generation</i>
André Blais	Professeur, Université de Montréal
Dianne Brydon	Directrice générale, Services d'apprentissage et d'accès, Bibliothèque du Parlement
Marc Chalifoux	Vice-président exécutif, Institut Historica-Dominion
Pierre Desmarceaux	Directeur général adjoint, Association des Scouts du Canada
Ilona Dougherty	Fondatrice, L'apathie, c'est plate
Léo Duguay	Président, Association canadienne des ex-parlementaires
Tracey-Lee Eddy	Coordonnatrice jeunesse pour le centre du Canada, Programme Expériences, À voix égales
Amanda Grainger	Organisatrice de Civic Footprint, Fondation Framework
Sylvain Groulx	Directeur général, Fédération de la jeunesse canadienne-française
Taylor Gunn	Directeur général des élections, Vote Étudiant
Kelly Jones	Coordonnateur des camps dans le district de Niagara, YMCA
Samir Khan	Stratège, DECODE
Mark Kristmanson	Directeur de la programmation publique, Commission de la capitale nationale
Catherine Latimer	Avocate générale et directrice générale, Justice applicable aux jeunes, initiatives stratégiques et réforme du droit, Justice Canada
Francis LeBlanc	Président, Fondation pour l'éducation, Association canadienne des ex-parlementaires
Michel Lemay	Directeur général, Direction générale de la participation des citoyens, Patrimoine canadien
Christine Macintyre	Directrice, Événements et services aux visiteurs, Bureau du secrétaire du gouverneur général
Benoit Morin	Directeur, Programmes éducatifs destinés au public, Bibliothèque du Parlement
Kevin Millsip	Directeur général, Next Up (Vancouver)
Akela Peoples	Cofondatrice et PDG, Youth in Motion, 20 ados avec brio ^{MC}
Susan Torosian	Directrice, Rayonnement et engagement des intervenants, Élections Canada
Lacey Whiteduck	Programme des étudiants, Fondation autochtone de guérison
Sandra Zagon	Directrice, Ascentum, membre du conseil d'administration de la Communauté canadienne pour le dialogue et la délibération (C2D2)

Note de la rédaction : Il se peut que des participants aient changé de poste depuis la tenue de la séance de dialogue en septembre. Pour obtenir les renseignements les plus à jour sur le poste et l'organisme des participants, veuillez communiquer avec l'auteure à la Bibliothèque du Parlement (clarka@parl.gc.ca).

se produisent toutes à un âge plus avancé qu'auparavant, les jeunes prolongeant la période entre la fin de leurs études et l'établissement de leur carrière et de leur famille. Par conséquent, les conclusions tirées sur les jeunes des générations antérieures ne devraient pas nécessairement façonner les programmes et les politiques visant ceux d'aujourd'hui. Parallèlement, les participants ont discuté de la nécessité de cibler les efforts de mobilisation des jeunes sur le groupe de plus en plus important des célibataires et des couples de moins de 30 ans qui n'ont pas encore d'enfant et qui se concentrent principalement sur leur carrière. Les études démontrent que ce groupe, qui représente actuellement 10 p. 100 de la population canadienne, est le moins mobilisé sur le plan civique et démocratique comparativement aux étudiants, aux familles avec des enfants à charge ainsi qu'aux couples et aux personnes seules d'âge mûr. Ce groupe très passif sur le plan de l'engagement est sous-étudié et négligé par les stratégies actuelles de mobilisation des jeunes, qui visent majoritairement les étudiants et pour lesquelles la notion de « jeune » équivaut à « étudiant », une caractérisation de plus en plus désuète.

Sans vouloir nier aux jeunes ayant cessé d'étudier une place importante dans les discussions sur l'engagement civique et démocratique de leur génération, les participants ont également souligné le besoin d'examiner les tendances troublantes constatées dans les programmes d'éducation civique. Selon eux, les programmes et leurs méthodes de prestation ne répondent plus aux besoins des étudiants, et les professeurs ne reçoivent pas toujours une formation

suffisante sur ce sujet. Les professeurs et les étudiants, quant à eux, manquent généralement d'intérêt pour la question. Fait intéressant, les participants ont également laissé entendre que les programmes scolaires insistent habituellement sur l'importance du bénévolat, du versement de dons et de la participation à d'autres formes non traditionnelles d'engagement, sans nécessairement mettre l'accent sur l'importance de s'impliquer dans les institutions et les processus politiques officiels.

Finalement, les participants se sont penchés sur l'intérêt accru et relativement récent des jeunes pour les stratégies de mobilisation par voie numérique. Les jeunes leaders et les chercheurs qui s'intéressent à la jeunesse supposaient que ce type de mobilisation se traduirait par une plus grande participation aux processus démocratiques officiels. Il semble toutefois que ce ne soit pas le cas. De plus, on constate que les jeunes qui participent à la vie politique par les voies habituelles sont ceux-là mêmes qui se prévalent des possibilités d'engagement civique et politique par voie numérique. Par conséquent, selon la plupart des participants, même si les stratégies de mobilisation par voie numérique n'exacerbent pas le problème du désintérêt des jeunes, elles ne semblent pas inciter la participation de ceux que les programmes jeunesse ont déjà le plus de difficulté à joindre. De leur avis, les technologies numériques devraient être considérées comme un outil parmi d'autres permettant de mobiliser et d'informer les jeunes et non comme une panacée à leur démobilisation.

Difficultés

Après avoir examiné ces tendances, les participants ont étudié les principales difficultés faisant obstacle à leurs efforts pour résoudre le problème du désengagement civique et démocratique des jeunes. Au fil de la discussion, il est devenu de plus en plus évident que notre incapacité à tirer des conclusions solides sur les jeunes eux-mêmes constitue l'un des principaux obstacles au redressement de leur faible taux de mobilisation. En clair, les participants ont laissé entendre qu'il est impossible de saisir pleinement le problème du désengagement des jeunes et d'y remédier sans étudier les attitudes et les comportements. Par exemple, de nombreux participants ont fait remarquer que nous manquons actuellement de données sur la participation des jeunes aux activités politiques non traditionnelles. Puisqu'il est impossible de mesurer ces formes d'engagement, les taux et la qualité réels de participation civique et démocratique des jeunes font l'objet de multiples débats. Certains affirment que les taux n'ont jamais été aussi élevés, alors que d'autres affirment au contraire qu'ils ont nettement diminué. Parallèlement, les participants ont souligné que toute recherche sur la jeunesse doit tenir compte du fait que les Canadiens de cette génération ont des besoins et des intérêts divers qui reposent sur certains facteurs géographiques, linguistiques, culturels et socioéconomiques particuliers. Il est difficile de comprendre ce groupe très varié et de concevoir des programmes et des stratégies adaptés aux besoins de chacun si les chercheurs présument que ses membres forment une catégorie homogène.

Tout en insistant sur le besoin d'approfondir nos connaissances sur les jeunes, les participants ont souligné l'importance de mieux comprendre les programmes et les politiques visant à promouvoir l'engagement de ce segment de la population au Canada. En outre, selon nombre d'entre eux, le manque de communication entre le gouvernement fédéral, les organismes sans but lucratif et le secteur privé, ainsi qu'au sein de ces groupes, mine la stratégie canadienne de mobilisation des jeunes et représente une autre grande difficulté.

Finalement, les participants ont consacré beaucoup de temps à examiner les problèmes de communication qui compliquent les efforts déployés pour inciter les jeunes à participer à la vie civique et démocratique du Canada. Ils ont souligné que, certes, en cette ère de l'information, les ressources sur la politique et le gouvernement sont innombrables. Sur le plan de la communication, le problème ne touche donc pas l'offre de l'information, mais sa diffusion. Les moyens de communication actuels ne joignent pas nécessairement tous les jeunes de façon efficace. En outre, selon certains participants, les parents ne servent pas toujours de modèles de comportement positifs en matière d'engagement civique et démocratique, et beaucoup d'entre eux ne donnent pas toujours une image favorable de

la politique et du processus démocratique à leurs enfants. Cette perception va à l'encontre des programmes visant à encourager la participation des jeunes à la vie politique, ce qui entraîne l'envoi de messages contradictoires qui viennent s'ajouter aux difficultés déjà bien réelles qu'ont ces initiatives à joindre efficacement les jeunes.

Les participants ont également avancé que les dirigeants politiques communiquent rarement d'une façon qui suscite l'intérêt des jeunes, pour qui les discours politiques, les débats et les communiqués de presse sont souvent « ennuyeux » et « déconnectés ». Parallèlement, ils ont indiqué que les institutions démocratiques comme le Parlement pourraient montrer plus efficacement leur pertinence en ciblant les préoccupations et les valeurs des jeunes dans leurs stratégies de communication.

Dans le même ordre d'idées, les participants ont fait remarquer que les médias, eux aussi, ne ciblent pas les jeunes efficacement. Par conséquent, ces derniers ne trouvent pas toujours une voix à laquelle s'identifier dans le dialogue politique national présenté dans les médias de masse. La situation s'expliquerait largement par le manque de jeunes dans les grands médias.

Enfin, même si les médias sociaux et les autres outils Web ont le potentiel d'ouvrir de nouvelles voies de communication avec les jeunes, il est difficile d'utiliser ces outils pour les atteindre efficacement ou significativement. En effet, les jeunes réservent de plus en plus le temps qu'ils passent sur Internet à des sites de réseautage social définis par l'utilisateur et à la messagerie directe. Ce comportement limite la possibilité d'exposer les jeunes, lorsqu'ils sont en ligne, à des messages d'engagement civique et démocratique. De plus, les jeunes s'attendent à des communications immédiates. Bien souvent toutefois, les tergiversations des organismes concernant les messages en ligne ne permettent pas de combler cette attente, ce qui pourrait renforcer la perception négative des jeunes envers les institutions politiques.

Recommandations

En précisant les tendances et les difficultés, les participants ont pu se préparer à discuter des moyens d'améliorer l'approche actuelle relativement à l'engagement civique et démocratique des jeunes Canadiens. Certains ont avancé que l'organisation de rencontres individuelles avec des parlementaires actuels ou anciens, des représentants élus ainsi que des jeunes et des adultes très engagés sur le plan politique pourrait constituer un moyen efficace d'encourager les jeunes démobilisés à participer au processus démocratique. D'autres ont surtout parlé du système scolaire, soutenant que le temps passé à l'école primaire et secondaire, au collège et à l'université présente d'immenses possibilités pour ceux qui cherchent à inciter les jeunes à participer au processus démocratique. Selon eux,

certaines écoles réalisent des programmes efficaces, mais cette occasion de mobilisation n'est pas examinée sous ses multiples coutures. Des participants ont fait observer qu'il serait possible d'améliorer les programmes jeunesse qui sont proposés dans les écoles en se concentrant moins sur les acteurs, les institutions et les processus de la démocratie parlementaire et davantage sur leur influence significative sur la vie des jeunes Canadiens. Les personnes de ce groupe d'âge réagissent positivement aux programmes qui allient leurs intérêts et leurs besoins à l'engagement civique et démocratique, une réalité dont nombre d'initiatives actuelles ne tiennent pas compte.

De surcroît, de nombreux participants ont fait valoir que les programmes bénéficieraient de la création d'un fonds de base destiné au financement d'initiatives novatrices en matière de mobilisation des jeunes. À cet effet, certains se sont engagés à collaborer avec des organismes fédéraux pour préciser les types de financement soutenu qui sont propres à encourager l'engagement démocratique des jeunes.

Tous les participants ont convenu qu'il existe de nombreuses possibilités inexploitées de collaboration entre les secteurs privé, sans but lucratif et public ainsi qu'en leur sein. À leur avis, qu'il s'agisse de mettre en commun les résultats de travaux de recherche ou de concevoir et de réaliser des programmes, tous bénéficieraient de la coordination des efforts et de la possibilité de tirer profit du travail accompli par d'autres. Plus particulièrement, les participants ont indiqué qu'il pourrait être utile de dresser un inventaire des activités des organismes voués à la mobilisation des jeunes en vue de cerner les possibilités de partenariat. Un tel inventaire donnerait également l'occasion de faire ressortir les lacunes des programmes et de la recherche qui sont, jusqu'ici, passées inaperçues. Les participants ont également établi la nécessité qu'un organisme se fasse le champion de la coordination des futures activités concertées de mobilisation des jeunes. Ils ont proposé que la Bibliothèque du Parlement joue ce rôle, étant donné ses liens avec le Parlement et les organismes fédéraux, son impartialité et ses activités de sensibilisation et d'éducation auprès de la population. Pour sa part, la Bibliothèque a distribué un rapport résumant les principaux thèmes abordés lors de la séance de dialogue et s'est engagée à examiner, en consultation avec les organismes fédéraux et les participants, les façons d'appliquer les recommandations formulées au cours de la rencontre.

Conclusion

La séance de dialogue sur les jeunes et la démocratie s'est révélée une occasion unique pour les plus grands penseurs du pays dans le domaine de la mobilisation des jeunes d'échanger leurs points de vue sur la question et de proposer des moyens par lesquels les jeunes pourraient participer plus activement à la démocratie canadienne. Toutefois, l'aspect le plus important de cette rencontre est sans doute qu'elle a

permis de rassembler de nombreuses personnes qui, avant sa tenue, ne connaissaient rien des activités et des mandats des autres participants, en dépit des similitudes de leur travail sur la mobilisation des jeunes. Bien qu'à ce stade on ignore si une collaboration rapprochée entre les participants est possible, la séance de dialogue a, au moins, servi à établir que les personnes et les organismes des secteurs fédéral, privé et sans but lucratif doivent étudier la présence de chevauchements et de lacunes dans les programmes et ainsi cerner les améliorations à apporter à l'approche actuelle du Canada en matière de mobilisation des jeunes.

En plus d'avoir permis d'amorcer la discussion, la séance de dialogue s'est révélée un exercice précieux, dans la mesure où les points de vue exprimés ont permis de mieux comprendre cette approche. Certes, les discussions et leur résumé publié dans le présent article ne constituent pas une évaluation factuelle et complète de la question de la mobilisation des jeunes. La séance de dialogue a plutôt donné l'occasion de mettre en lumière la perception qu'ont du problème les chefs de file du domaine et les mesures qui, à leur avis, devraient être mises en œuvre pour inciter les jeunes à participer plus activement à la vie civique et démocratique du Canada. Et, à la lumière des enjeux stratégiques qui dominent le discours politique au Canada aujourd'hui, ce besoin devient de plus en plus urgent. Les changements climatiques, le déficit budgétaire et les pensions de retraite, pour n'en nommer que quelques-uns, sont les sujets des grandes questions politiques de ce jour. Les réponses à ces questions auront un effet durable auquel les jeunes n'échapperont pas. Aussi longtemps que ces derniers seront absents des processus qui façonnent les choix politiques actuels, c'est une génération vieillissante de Canadiens qui continuera de décider du destin d'un pays dont elle n'hériterait pas. En somme, que les jeunes participent ou non, les politiques d'aujourd'hui sont plus que jamais les leurs, et il est temps que nos processus et nos institutions démocratiques en tiennent compte.

Notes

1. La définition du terme « jeune » variait considérablement parmi les participants, selon la nature du travail de chacun sur la mobilisation des membres de cette génération. Par conséquent, dans le présent article, le mot est employé au sens large et englobe les personnes âgées de 12 à 30 ans.

Dans le même ordre d'idées, la « mobilisation des jeunes » peut s'entendre de différentes manières. Lors de la séance de dialogue, les participants ont beaucoup mis l'accent sur l'« engagement civique et démocratique ». Par souci de simplicité, dans le présent article, l'expression « engagement civique et démocratique » fait référence à la participation à une vaste gamme d'activités qui suggèrent une sensibilisation et un sens du devoir envers une communauté politique. Cette définition de la mobilisation convient particulièrement dans le contexte de la jeunesse, car les définitions traditionnelles et étroites ne tiennent pas toujours compte des façons d'exercer la citoyenneté qui sont propres aux jeunes.